

**INDICATEURS INTERNATIONAUX
ET MISE EN PERSPECTIVE
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE**

***INTERNATIONAL INDICATORS
PUTTING THE FRENCH ECONOMY
INTO PERSPECTIVE***

→ Transversal 2004

001
002
003
004
005
006
007
008
009
010

*Indicateurs internationaux
et mise en perspective de l'économie française*

→ Une publication de
l'Institut de l'entreprise
avec le concours de Rexecode

*International Indicators
Putting the French Economy into Perspective*

→ An Institut de l'entreprise
Publication
Compiled with Rexecode

Institut de
l'entreprise

La rédaction de cette plaquette a été achevée à la fin novembre 2003

© Institut de l'entreprise, 2004

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution
réservés pour tous les pays

Directeur de la publication : Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'entreprise

This publication was finalized at the end of November 2003

© Institut de l'entreprise, 2004

*All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, translated,
adapted or used without permission in writing from the publisher*

Directeur de la publication: Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'entreprise

sommaire / summary

Croissance et développement durable	9
<i>Growth and sustainable development</i>	16
Trente indicateurs pour situer la France	22
<i>Thirty Indicators to Put France in Context</i>	26

I. LES PERFORMANCES FRANCAISES MISES EN PERSPECTIVES / FRENCH PERFORMANCE IN PERSPECTIVE

La croissance/*Growth*

Taux de croissance du PIB <i>GDP Growth Rates</i>	30
Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne <i>GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union Growth Rates</i> ..	32
Taux de croissance du PIB par habitant <i>Per Capita GDP Growth Rates</i>	34
Productivité par tête <i>Per Capita Productivity</i>	36
Taux de croissance moyen du PIB, du PIB par habitant, et de la productivité par tête de 1986 à 2002 <i>Average Growth Rates for GDP, Per Capita GDP, and Per Capita Productivity, 1986-2002</i>	38
Répartition sectorielle de l'activité <i>Output: A Sectoral Breakdown</i>	40

Le marché du travail / Labor Market

Indicateurs démographiques et de développement <i>GDP Growth Rates</i>	42
Coûts horaires de la main d'oeuvre <i>Labor Costs per Hour</i>	44
Taux d'emploi total <i>Total Employment Rates</i>	46
Taux de chômage <i>Unemployment Rates</i>	48
Taux d'activité, salaire minimum et taux de syndicalisation <i>Labor Force Participation Rates, Minimum Wage and Unionization Rates</i>	50

L'investissement / Investment

Taux d'investissement en valeur des entreprises <i>Corporate Nominal Investment Rates</i>	52
Indicateurs de recherche et développement <i>Research and Development Indicators</i>	54
Dépenses de recherche et développement dans l'industrie et les services de TIC <i>Research and Development Spending in ICT Manufacturing and Services</i>	56

Le rôle de l'Etat / State Involvement in the Economy

Dépenses publiques <i>Public Spending</i>	58
Principaux prélèvements obligatoires <i>Fiscal and Parafiscal Levies</i>	60
Solde des comptes des administrations publiques (en % du PIB) <i>Central Government Financial Balances (as a % of GDP)</i>	62

Part de l'emploi public dans l'emploi total <i>Share of Public Employment in Total Employment</i>	64
--	----

Indicateurs d'éducation <i>Education Indicators</i>	66
--	----

L'environnement extérieur / External Factors

Parts de marché à l'exportation <i>Export Market Shares</i>	68
--	----

Prix du pétrole <i>Oil Prices</i>	70
--	----

Variables monétaires et financières / Monetary and Financial Variables

Taux d'inflation <i>Inflation Rates</i>	72
--	----

Taux d'intérêt à court terme <i>Short-Term Interest Rates</i>	74
--	----

Taux d'intérêt à long terme <i>Long-Term Interest Rates</i>	76
--	----

Capitalisation boursière <i>Market Capitalizations</i>	78
---	----

Taux d'épargne des ménages <i>Households' Savings Rates</i>	80
--	----

2. THEMATIQUES D'ACTUALITE / SPECIAL SECTION

Dépenses militaires <i>Defense Spending</i>	82
--	----

L'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe de l'Est <i>European Union Enlargement to Eastern European Countries</i>	84
Energie et environnement <i>Energy and the Environment</i>	86
La place de la France dans la zone euro <i>France and the Euro Zone</i>	88
Les retraites <i>Retirement Pensions</i>	90

Croissance et développement durable

Transversal 2004 comporte désormais quatre nouvelles rubriques : la présentation du solde des comptes des administrations publiques, mesuré en pourcentage du PIB, vient enrichir la partie consacrée au rôle de l'Etat ; la capitalisation boursière des entreprises figure parmi les variables financières prises en compte ; enfin la question de l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe de l'Est et celle des retraites sont abordées parmi les thématiques d'actualité.

Avant d'en venir à l'Europe et à la France, il faut saluer les performances de la Corée du Sud et noter la rentrée dans le rang des Pays-Bas. La Corée du Sud affiche les plus forts taux de croissance de PIB de notre échantillon, très au-delà de l'Europe et des Etats-Unis. De 1986 à 2002, la croissance moyenne annuelle de sa richesse produite a été supérieure à 6 %, le taux de croissance de son PIB par habitant de 5,4 % et sa productivité par tête s'est accrue de 3,9 %. Les gains de productivité de la Corée sont d'ailleurs les plus rapides du monde. Son taux de recherche-développement atteint les fameux 3 % du PIB d'où l'Europe est encore très éloignée. Son immersion dans le commerce mondial, mesurée par sa part de marché à l'exportation, s'est fortement élevée depuis trente ans, et commence à se rapprocher des parts européennes (le cas de l'Allemagne, qui devance de loin le peloton européen, étant à part) ; sa part du tertiaire dans la richesse nationale est désormais celle d'un pays développé. La solidité financière du pays n'est pas en reste si l'on en juge par son excédent budgétaire, son excédent courant et ses réserves en devises (150 milliards de dollars). Et, cerise sur le gâteau, l'espérance de vie à la naissance du Coréen a pratiquement rejoint celle de l'Allemand, du Britannique et du Français.

Du côté des Pays-Bas, la situation est moins souriante. Le ralentissement économique généralisé a pratiquement supprimé l'avance de ce pays par rapport à la moyenne de l'Union européenne, tandis que ses parts de marché à l'exportation régressent régulièrement depuis maintenant huit ans. Le modèle « polder » dont l'Institut de l'entreprise avait décliné les composantes semble s'essouffler.

Les tableaux sur les comptes des administrations publiques mettent en évidence le caractère extraordinairement expansionniste de la politique budgétaire américaine, peut-être l'une des clés de la reprise en cours, alors que la France par exemple ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre faute d'avoir retrouvé un équilibre, voire un surplus budgétaire pendant les années de croissance.

S'agissant des dix pays qui vont rejoindre l'Union européenne en mai 2004, leur niveau de vie moyen ne représente que 47 % du niveau de vie à l'Ouest, tandis que la plupart ont des coûts salariaux horaires nettement inférieurs à ceux de la Grèce ou du Portugal. Cette intégration va-t-elle se traduire par un enrichissement réciproque des actuels pays de l'Union européenne et des nouveaux venus (les projections économiques de la Commission tablent sur des gains de croissance élevés de part et d'autre) ou vont-elles contrarier notre développement comme l'Allemagne de l'Est a mis du plomb dans celui de la République Fédérale Allemande ? C'est ce que l'avenir dira, étant entendu que l'élargissement se fera sur base de parités monétaires relativement réalistes, tandis que la fusion des deux Allemagne a été l'objet d'un acte de foi monétaire, que l'entrée de l'Espagne et du Portugal a entraîné les mêmes craintes vers le milieu des années 80 avec le résultat que l'on sait, enfin que les entreprises françaises ont anticipé l'ouverture de ces nouveaux marchés.

Mais en tout état de cause, on ne voit pas comment ces pays qui, pour la majorité d'entre eux, font géographiquement, historiquement, culturellement partie de l'Europe, auraient pu ne pas rejoindre une union qui de toute évidence serait restée inachevée sans eux. Union à 25, un jour à 27, 28 voire 31 ou 32, dont les régions seront de toute évidence les Etats, l'Europe sera donc une fédération de nations au sens où les Etats-Unis sont une fédération d'Etats.

Les chiffres de *Transversal 2004* montrent également l'extraordinaire hétérogénéité démographique, géographique, économique de ces candidats à l'intégration parmi lesquels on peut recenser un grand pays, la Pologne, deux pays moyens, la République tchèque et la Hongrie, cinq petits, la République slovaque, les trois Pays Baltes et la Slovaquie auxquels s'ajoutent deux petites îles, Chypre et Malte.

Les tableaux sur les retraites mettent en lumière la forte augmentation des dépenses de retraite par répartition projetée par les différents pays, tandis que l'accroissement de la part des plus de 64 ans dans la population totale réduira l'assiette des cotisants. C'est à la lumière de ce constat qu'il faudra un jour prochain réexaminer la loi française sur les retraites récemment votée par le parlement français, et peut-être aussi le rôle à venir des retraités dans notre société. Grâce à leur poids et à leur disponibilité, à la santé toujours meilleure d'une majorité d'entre eux, ils pourraient dans l'avenir jouer un rôle essentiel en matière de formation non seulement en France mais dans les pays du Sud, grâce à un bénévolat à encourager pour le rayonnement de notre pays.

Si l'on en vient enfin à l'Europe et à la France, les chiffres confirment s'il en était besoin la rétrogradation économique de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et le recul relatif de la France au sein de l'Europe depuis plus de vingt ans. C'est vrai

dans de nombreux domaines comme la recherche-développement, où le critère du nombre de brevets déposés dans plusieurs pays nous classe loin derrière la plupart des pays de l'OCDE, de nos parts de marché à l'exportation, du poids des dépenses publiques dans le PIB où nous détenons un record avec une part supérieure à 50 % du PIB, de la part de l'emploi public dans l'emploi total qui se situe à un niveau exceptionnellement élevé comparativement aux autres pays européens, ou encore du ratio emploi sur population en âge de travailler qui reste largement inférieur à celui des Etats-Unis et de beaucoup de pays européens. Notre taux de syndicalisation reste de loin le plus faible des grands pays européens, et l'on sait que ce phénomène n'est pas synonyme de paix sociale.

En sens inverse, la productivité française reste très élevée mais elle nous a davantage permis de travailler moins que d'élever notre niveau de vie. Pour caricaturer, disons qu'avec des moyens humains exceptionnels, nous versons dans l'hédonisme économique.

Tout ceci se traduit par une décélération relative de notre richesse de l'ordre d'un quart de point depuis une vingtaine d'années. Et l'on sait aussi que malgré l'interdépendance créée au sein de l'Union Européenne par un intense échange de produits et de capitaux, nous disposons d'un degré de liberté de l'ordre d'un point de croissance par an sur la longue période. Un certain nombre d'études macro-économiques sont particulièrement éclairantes sur l'alchimie à mettre en œuvre pour regagner de l'avance par rapport au peloton européen : un fort niveau d'enseignement, quantitativement et qualitativement, une amélioration des termes de l'échange (donc des prix compétitifs), un fort taux d'investissement dans les infrastructures et bien entendu la priorité absolue attribuée à l'innovation qui n'est pas totalement sans lien avec la recherche-développement. Comment créer cet environnement ? C'est là sans doute l'affaire de la puissance publique, d'un Etat moderne sachant agir pour encourager l'innovation, la réduction de la dépense publique, la formation de jeunes têtes bien faites, une meilleure compétitivité, un taux d'activité plus élevé, de forts taux d'investissement. L'Etat serait ainsi dans son rôle et il le serait également s'il ajoutait une forme de mobilisation à toutes ces politiques.

Si au niveau français, l'on pourrait ainsi se reporter à l'avant-centre du peloton, les mêmes ingrédients appliqués au niveau européen pourraient permettre le redémarrage économique d'un continent qui est suffisamment important et puissant aujourd'hui pour ne pas laisser à d'autres le soin de réguler sa conjoncture économique.

Depuis vingt ans, la France a accru son déficit budgétaire d'environ 2 % par an en moyenne ; cette tendance lourde a contribué à porter la dette publique française

à 60 % du PIB en 2002 contre 20 % en 1980. Ce taux de 60 % est à la charnière d'une politique rigoureuse et vertueuse qui permettrait de le ramener à des niveaux plus raisonnables et d'une dérive qui nécessiterait des moyens beaucoup plus brutaux pour retourner vers une certaine forme d'équilibre. Ainsi se trouvent d'ailleurs justifiés, à titre de garde-fou, le critère de déficit public imposé par le traité de Maastricht, et les pressions dont nous sommes l'objet par la Commission pour mettre fin à notre laxisme en matière de dépenses publiques.

Enfin, sur le développement durable, les chiffres présentés renseignent sur le degré de maîtrise de l'énergie en comparant les unités de PIB produites par unité d'équivalent pétrole. Le constat reste inquiétant : même si les processus de production sont devenus plus économes en énergie, et donc pour l'essentiel en gaz à effet de serre, les progrès ne sont pas suffisants pour compenser la hausse des volumes produits.

A l'époque où l'on peut toucher du doigt des maladies de civilisation et où s'effondrent les idéologies, le développement durable pourrait avoir une vertu, celle d'être un mythe porteur. Pourtant la mobilisation politique et scientifique à laquelle il a donné lieu n'a pas permis d'en dissiper toutes les ambiguïtés. Sur le plan idéologique, on est loin de discours structurés et la babélisation règne au sein des promoteurs et des acteurs du concept. Car la notion de développement durable s'inscrit au carrefour de plusieurs traditions intellectuelles, et à l'articulation entre trois grands champs : l'écologique, l'économique et le socio-culturel. En vérité, le développement durable sert à afficher un enjeu, la reconnaissance de l'interdépendance généralisée des activités humaines sur la planète, et à favoriser de multiples recompositions.

Il permet de passer de problèmes de « flux » à des problèmes de « stocks » (gaz carbonique et CFC accumulés dans l'atmosphère...), de risques localisés à des risques globaux, du court terme au long terme, du niveau de vie à la qualité de la vie. Une notion qui connaît une diffusion aussi large au niveau mondial, si on en juge par le retentissement qu'a connu le sommet de Rio, programme d'entrée dans le XXI^e siècle, est un devenir susceptible de servir les projets et les valeurs d'un grand nombre de structures et ne peut être le résultat immédiat d'un programme trop bien ordonnancé. Il doit être pensé comme une transition dans laquelle il faut s'engager résolument en reconnaissant que l'action peut enrichir le concept.

Du côté de l'écologie, première matrice du développement durable, le problème est en théorie simple. En toile de fond, coexistent la montée des pollutions locales (concernant l'air, l'eau, le sol) et les risques à caractère planétaire comme la pollution atmosphérique, les pluies acides, le risque nucléaire, l'altération de la couche d'ozone et les risques climatiques associés à l'effet de serre. Sans

garde-fous appropriés, l'homme risque d'épuiser une partie des ressources naturelles et d'imposer à la planète des déséquilibres graves dont ses descendants subiront les effets. Nous sommes désormais sensibilisés à des évolutions très longues et encore parfois incertaines. Il s'agit donc, bien qu'elle n'ait pas toujours cette délicatesse envers elle-même, de laisser à la nature le temps de s'adapter, de prendre en compte des critères environnementaux dans la pratique économique et de préserver le capital de ressources que représente notre biosphère pour les générations futures ; les altérations de l'environnement doivent être réparées et les ressources naturelles préservées en tenant compte de la substituabilité des matières premières et du progrès technique qui accroît leur efficacité d'emploi. Tout en notant que l'espèce humaine, produit de l'évolution naturelle, constitue un sujet non moins privilégié que la nature.

Mais le développement durable, au-delà de son volet écologique, est multidimensionnel. Sa dimension sociale est évidente. Indira Gandhi remarquait déjà que la pauvreté est la plus grande source de pollution. Pousse-t-elle, par imitation des modes occidentaux de consommation, les hommes à surexploiter les ressources naturelles, conduisant ainsi à un gaspillage de l'énergie et à la pollution de la biosphère ? Peut-être. Mais l'essentiel n'est pas là. Comment peut-on concevoir un développement durable d'une planète sur laquelle coexisteraient la famine et la misère d'un côté, l'opulence de l'autre ; des masses croissantes de misérables aux portes de ghettos de riches ? L'intensité des tensions et des frustrations conduirait inéluctablement à des pulsions et à des déchirements qui condamneraient la durabilité du développement. Il ne peut y avoir un développement durable à deux vitesses, sources d'exclusion. La gestion de la dimension sociale constitue sans aucun doute l'enjeu le plus difficile du concept du développement viable qui ne peut accepter la production d' « hommes d'exercice partiel ». Elle doit déboucher sur le concept de « plein développement », prenant en considération la totalité de la ressource humaine que préconisait François Perroux.

Il est également clair que l'héritage culturel et les valeurs de chaque société influenceront les choix imposés par le concept. Les solutions envisagées devront être acceptées culturellement. Mais les attitudes et les styles de vie auront également à se modifier en profondeur et la culture, médiateur entre les sociétés humaines, leur histoire et la nature, connaîtra sans doute aussi de véritables mutations. La civilisation de l'être et celle de l'avoir devront cohabiter plus équitablement et plus harmonieusement.

Cette dimension éthique du développement durable résulte de la solidarité intergénérationnelle. Responsables de la condition des générations à venir, nous devons modifier nos convictions, la perception que nous avons de nos semblables, des autres formes de vie et de la planète elle-même. Cette éthique nous impose un

devoir de respect envers toutes les communautés humaines et nous engage à tenir compte dans nos modes de développement des besoins des autres sociétés et des générations futures.

Enfin, la diversité culturelle doit être mise en rapport avec la diversité biologique. Des centaines de millions d'années d'évolution végétale et animale ont été nécessaires pour adapter les formes de vie actuelles à la planète que nous connaissons. Nous commençons seulement à mesurer l'importance des fonctions des espèces qui l'habitent aujourd'hui. Conserver la diversité biologique, c'est, par prudence, préserver un système qui entretient la vie. La diversité de la nature constitue une source de satisfaction, d'expérience, de connaissance, de beauté. Elle forme la base de toutes les richesses biologiques. Une nouvelle sensibilité peut nous imposer le respect de toute forme de vie, indépendamment de sa valeur pour l'homme.

L'espèce humaine ressemble curieusement à un véhicule en pleine accélération, conduit par d'innombrables pilotes vers un avenir incertain. Il s'agit de conjurer la tragédie de l'histoire : le concept de développement durable indique une direction qu'il serait suicidaire de ne pas prendre.

Encore faut-il que le véhicule conserve une certaine vitesse. Le développement durable est-il compatible avec le développement économique que le monde a connu au cours de ces dernières décennies ? Il est vrai que les dimensions éthique et esthétique sont marginalisées dans notre registre économique et que l'autonomisation de l'économie par rapport au social a dans le passé conduit à la destruction de formes sociales mêlant des dimensions familiales, religieuses, humaines ; de cellules où chaque homme, femme et enfant, avait une place. Le social, aussi bien que l'environnement, était relégué au rang de « facteur externe ». Mais le système libéral, moteur du développement économique, est doté d'une grande plasticité. Si Keynes était fondé à écrire en 1936 : « Le monde se trouve aujourd'hui dans une impatience extraordinaire d'un diagnostic mieux fondé », toutes les sociétés marchent désormais à la croissance, à une croissance capable de prendre en compte les fonctions sociales de solidarité et de redistribution. Le développement reste la valeur centrale des sociétés, de toutes les sociétés, même si la concentration urbaine qu'il engendre, pour ne prendre que cet exemple, détruit le tissu humain. Les mentalités ont évolué et les actions sociales et environnementales ne sont plus considérées par la plupart des chefs d'entreprises comme une entrave à la croissance. Si les politiques d'environnement ne doivent plus être cantonnées dans la marginalité des principaux choix économiques, les principes de la déclaration de Rio ne condamnent pas la croissance économique.

En réalité, le développement durable appelle une nouvelle culture économique qui devra être dotée d'instruments originaux. Il est également porteur d'un renversement

de la problématique du progrès qui doit déboucher sur la maîtrise du progrès : au nom de l'humanisme, il s'agit de gérer notre vieille planète avec intelligence. Malgré son caractère hétérogène, le développement durable est une dynamique qui intègre et réconcilie. Il nous dit que nous vivons au comptant ce que nous devrions vivre à terme et qu'il nous faudra retrouver le sens des générations qui plantaient un chêne et dont seuls les petits-enfants voyaient l'arbre dans sa maturité. Pour paraphraser Saint-Exupéry, nous empruntons autant la Terre à nos enfants que nous l'héritons de nos ancêtres. Mais la restauration de l'héritage à léguer aux générations à venir, c'est aussi, grâce au génie de l'homme, une certaine forme de croissance en perspective, des créations d'emplois et non de la frilosité partagée. La qualité de la vie et la durabilité du développement ne vont pas forcément de pair avec le partage de la pénurie. Au sortir des crises des années 1990 et 2000, le développement durable peut permettre une exceptionnelle mobilisation des énergies en réponse aux défis qui menacent la planète.

A condition qu'il ne conduise pas à une pause intellectuelle, mais qu'il exalte le besoin d'agir.

Bernard Esambert

***Président de la Commission Benchmarking International
de l'Institut de l'Entreprise***

Growth and sustainable development

Transversal 2004 now sports four new sections: we have included a presentation of central government financial balances, in GDP percentage terms, to supplement the section devoted to state involvement in the economy; we have added information on corporate market capitalization to our list of financial variables; and the issues of European Union enlargement to Eastern European countries and of pensions are addressed in our special section devoted to topical issues.

Before even looking at Europe and France, we must however commend Korea for its performance, and observe that the Netherlands has rejoined the pack. Korea ranks number one, in our sample, in terms of GDP growth rates, well ahead of Europe and the United States. From 1986 to 2002 the average annual growth rate of its output came in at over 6%, its per capita GDP growth rate at 5.4%, and its per capita productivity at 3.9%. Korea's productivity gains were for that matter the fastest growing worldwide. The R&D rate in Korea is at a mythical 3% rate, still well out of Europe's reach. Korea's immersion in world trade, measured in export market shares, has increased significantly over the last three decades, and is now nearing values for European countries (with Germany, well ahead of the European pack, in a category of its own); the service sector's share in Korea's economy is now that of a developed country. And now for the cherry on the cake: Koreans' life expectancy at birth is now practically the same as that of German, British, or French citizens.

The picture is not quite as rosy in the Netherlands. The general economic slowdown has for all practical purposes cancelled out the country's edge over European Union averages, while its export market shares have been trending down steadily for the last eight years. The "polder" model that the Institut de l'entreprise analyzed some years ago seems to be running out of steam.

Tables on government accounts highlight the extraordinarily expansionist nature of US fiscal policies, which may one of the keys to the current recovery, whereas France, to take an example, not having achieved fiscal equilibrium or accrued a budget surplus when growth was stronger, no longer has any room for maneuver.

As for the ten countries which are going to join the European Union in May 2004, on average their standards of living only account for about 47% of living standards in the West, and most of them have hourly wage costs significantly lower than those currently prevailing in Greece or in Portugal. Is the integration process likely to yield mutual enrichment for the current members of the European Union and for the newcomers as

well (the Commission's economic forecasts indicate potentially strong growth gains for all parties), or will they hinder our development, just as Eastern Germany hindered that of the Federal Republic of Germany? The future will tell, but one should not forget that enlargement is going to occur at relatively realistic exchange rates – whereas the merging of the two Germanies was performed with a leap of monetary faith – that the entry of Spain and Portugal gave rise to similar fears in the mid-eighties – and yet today we know how that story played itself out - and finally, that French companies have anticipated the opening up of the new markets.

Whatever the case may be, it is hard to see how these countries which for the larger part are geographically, historically, culturally part of Europe, could have not joined a union which would have clearly remained incomplete without them. And so, the Union shall have 25 members, perhaps some day 27, 28, or even 31 or 32, and its regions shall clearly be the European States we know, and Europe, a federation of nations in the same fashion as the United States is a federation of States.

The figures you will find in *Transversal 2004* also show the extraordinary heterogeneity – in terms of demographics, geography, and economic achievement – of these candidates for European integration, with clearly one large country – Poland – two mid-size countries – the Czech Republic and Hungary – five small countries – the Slovak Republic, the three Baltic states, and Slovenia – and finally two small islands, Cyprus and Malta.

Tables devoted to pensions emphasize the strong increase in pay-as-you-go pension payments forecast in all countries, at a time when the increase in the number of over 64-year-olds in the population is going to reduce the number of people paying into the system. Such is the basic fact in light of which recently passed French legislation on retirement pensions shall soon have to be reviewed, as for that matter the future role of retirees in our society. What with their numbers, their availability, and the increasingly sound health that graces a majority of them, pensioners could in the future play an essential role in training not only in France, but in southern countries as well, through voluntary work that we should encourage in order to boost France's cultural influence.

And if we now turn to Europe and to France, figures there clearly confirm how significantly Europe is lagging behind the United States, and how significantly France has slipped within the group of European countries over the last twenty some years. This is the case in a number of fields, such as research and development, where a criterion such as the number of patents filed in several countries ranks us far behind most OECD member states, or our export market shares, the share of public expenditure in our GDP – where we hold a record with a score of over 50% – or the share of public sector employment in total employment, which is very high compared to the other European countries, or the employment to working-age population ratio, which remains significantly lower to that in the United States and in many European countries. Our unionization rate

is by far the lowest of all large European countries, and we well know that that is not an indicator of social peace.

Conversely, French productivity remains very high, but it has contributed more to our working less than to raising our living standards. A slight exaggeration would have it that with exceptional human resources, we are falling prey to economic hedonism. All this is reflected in a quarter point deceleration of the growth rate of our wealth over the last two decades or so. And we also know that despite the interdependence generated within the European Union by intense trade in goods and capital, over the long term our degree of liberty is equal to one percentage point of growth per annum. A number of macroeconomic studies are particularly illuminating as to the alchemy required to bring France back to the top of the European class: strong educational attainment, both quantitative and qualitative, improved terms of trade (and therefore, competitive prices), high investment rates in infrastructure and of course that priority concern: much more innovation, a requirement which is not totally disconnected from considerations relative to research and development. How can such an environment be brought about? No doubt this is something that comes within the purview of our sovereign authorities, of a modern central government knowledgeable in what it takes to encourage innovation, reduce public spending, train new and bright generations, improve competitiveness, boost output rates, increase investment rates. In so doing, government would be playing its proper role, as it would for that matter in adding a measure of mobilization to the aforementioned policies.

If such steps taken at the French domestic level are likely to take the country back to the top of the class, these same ingredients applied to Europe as a whole might well allow for the economic rebooting of a continent which has by now become sufficiently powerful and important not to allow others to regulate its cyclical development.

Over the last twenty years, France has increased its budget deficit on average by about 2% per year; this long-term trend has contributed to raising French public debt to 60% of GDP in 2002, as against 20% in 1980. This 60% ratio is per se providing us with a tough choice between policies of rigor and virtue that would bring this figure down to more reasonable levels, and further drifts, which would in turn demand increasingly brutal means to revert to some form of equilibrium. This is incidentally the rationale for the public deficit criterion imposed by the Maastricht treaty, as a fail-safe measure, as well as for the pressure the Commission is currently exercising with a view to putting an end to our laissez-faire public spending.

Finally, as regards sustainable development, the figures published here provide information on energy conservation levels in that they compare units of GDP to units of oil equivalent. The conclusions of this exercise remain disquieting: despite the fact that production processes have become more energy-efficient than they were, thereby releasing less greenhouse gases, progress is still too slow to make up for volume increases.

At a time when we are increasingly aware of the ills of our civilization, at a time when ideologies are collapsing, sustainable development could well have one significant virtue, namely that of providing us with a reinvigorating myth. And yet, the political and scientific mobilization it has so far generated has not really done away with the full range of its ambiguities. Ideologically, sustainable development talk is still quite unstructured, and advocates and practitioners alike seem at times to be speaking in tongues. Clearly the concept of sustainable development stands at the crossroads of a number of different intellectual traditions, and of three areas of endeavor: environmental protection, economics, and socio-cultural issues. In actual fact, sustainable development is a way in which a set of stakes can be highlighted - those that stem from acknowledging the generalized interdependence of human activities on this planet – and recomposed at will.

Sustainable development also allows for a shift of emphasis from “flow” issues to “stock” issues (carbon dioxide and CFC accumulating in the atmosphere...), from local risks to global risks, from short term to longer term, from standards of living to quality of life. A concept this broadly disseminated the world over, as witnessed by the impact of the Rio Summit and its entry program into the 21st century, is a vision of the future that can serve the projects and values of a number of different organizations: it cannot be the short-term outcome of an overly-systematic program. The concept has to be viewed as a transition, which we must all engage in with resolve, while acknowledging the fact that action will ultimately nurture the concept.

Seen from an environmental protection point of view, whence the concept initially came, the issues seem theoretically simple. The backdrop is given by the coexistence of increasing local pollution (air, water, soil) and planet-wide risks such as pollution of the atmosphere, acid rains, nuclear risk, damage to the ozone layer and climate risks linked to the greenhouse effect. In the absence of appropriate safeguards, mankind runs the risk of depleting part of the available natural resources and imposing upon our planet a set of serious imbalances the consequences of which will be borne by future generations. We have become sensitive to very long term, somewhat uncertain trends. The point now is that of giving time to nature, so it can adapt, although it does not always show similar kindness towards itself, of taking environmental criteria into account in the running of our economies, and of preserving for future generations resource assets such as our biosphere; damage to the environment must be remedied and natural resources preserved by taking into account the substitution potential of raw materials by technology, which increases raw materials' efficiency of use. While remaining aware of the fact that the human species, a product of natural evolution, is as much a priority as is nature.

But sustainable development, beyond this environmental dimension, is multifaceted. It has an obvious social dimension. Indira Gandhi, years ago, had pointed out that poverty is the largest source of pollution there is. Is it really pushing mankind to overexploit natural resources, through some emulation of western consumer practices, thus leading to energy waste and biosphere pollution? Perhaps. But the main point lies elsewhere.

How can one contemplate forms of sustainable development for a planet where you have starvation and misery on the one hand, and opulence on the other, growing hordes of the poor at the doors of the ghettos of the rich ? The intensity of the resulting tensions and frustrations will inevitably lead to rage and a rending asunder which will cast a pall on the sustainability of development. Sustainable development cannot be two-tiered, and generate exclusion. Managing its social dimension is no doubt the greatest challenge of all, as viable development cannot condone the generation of "partly-human beings". It must lead to a concept of "full development", taking into consideration the full range of human abilities, as advocated by the late François Perroux.

It is equally clear that the cultural heritage and values of each individual society will leave its mark on those choices required by the very concept. Solutions advocated shall have to be culturally accepted. But attitudes and lifestyles will also have to undergo radical change and cultures, which mediate between human societies, their history and nature, shall no doubt also experience a sea-change. Civilizations of being and civilizations of having will need to cohabit more equitably, and in greater harmony.

This ethical dimension of sustainable development stems from intergenerational solidarity. Insofar as we are liable to future generations, we have to change our beliefs, our perceptions of others, of other forms of life, of our very planet. With this ethical stance comes a duty to respect all other human communities, and an obligation to take other societies' and other generations' needs into account in our development modes.

Finally, cultural diversity must be connected to biological diversity. It has taken hundreds of millions of years of evolution for plants and animals to adapt to the forms of life currently available on our planet. We are only beginning to measure the significance of the various species' functions. Preserving biological diversity means showing caution in preserving a system that supports life. Nature's diversity is a source of satisfaction, of experience, of knowledge, of beauty. It is the grounding of all biological riches. A new sensitivity can make us respect all forms of life, regardless of their value for our species.

The human species is strangely reminiscent of a vehicle hurtling forward at great speed, propelled by a slew of different pilots towards an uncertain future. We must now exorcise the tragedy of history; sustainable development shows us a way forward we would be suicidal not to take.

A precondition, however, is that the vehicle retain momentum. Is sustainable development compatible with the economic development our world has experienced over the last few decades ? Our current economic register has clearly marginalized ethics and esthetics, and the increasing autonomy of economic issues from social issues has in the past led to the destruction of social forms mixing family, religious, human dimensions; cells where each man, woman, and child had their place. Social issues, along with environmental issues, were relegated to the status of "external factors". Neo-liberal economics, a driving force for

economic development, is highly malleable. Keynes was no doubt right in saying in 1936 that the world was then extraordinarily impatient for a better grounded diagnosis, but all societies have now embraced growth, growth that must show its ability to take on board the social functions of solidarity and redistribution. Development remains the core value of our societies, of all societies, despite the fact that the urban concentration it generates, to mention but one example, destroys the human fabric. Attitudes have changed and social and environmental action is no longer viewed by most business leaders as a hindrance to growth. As long as environmental policies do not get swept aside in domestic economic decision-making, the principles set forth in the Rio Declaration need not contradict the possibility of economic growth.

In actual fact, sustainable development calls for a new vision of economics, which is going to require new tools. It also reverses conventional ideas of progress and suggests that progress itself must be controlled. For the sake of our humanity, we must be clever in the way we manage our ageing planet. Despite its heterogeneity sustainable development is a dynamic process which integrates and reconciles. It tells us that we are reasoning in cash terms when we should be talking capital and that we need to come back to the sense of life of older generations, who were wont to plant oak trees only their grandchildren would see in their full mature glory. To paraphrase Saint-Exupéry, we borrow this Earth from our children as much as we inherit it from our forefathers. But our human nature also means that in restoring our legacy to future generations we are also engaging in another, forward-looking form of growth, which generates jobs rather than shared fear. Quality of life and sustainable development are not necessarily tantamount to sharing out scarcity. As we move away from the economic crises of the nineties and of 2000, sustainable development can contribute to an exceptional mobilization of energy, to meet the challenges of our planet.

Provided it does not lead to time off for thinking, but urges us all to action.

Bernard Esambert

*Chairman, International Benchmarking Committee
of the Institut de l'entreprise.*

Transversal 2004 : trente indicateurs pour situer la France

Transversal 2004 est issu d'un partenariat entre la commission « Benchmarking international » de l'Institut de l'entreprise et Rexecode. Il réunit un ensemble d'indicateurs macroéconomiques permettant de comparer les performances de la France par rapport à un échantillon de pays, dont quatre grands (Etats-Unis, Japon, Allemagne et Royaume-Uni) et deux de taille plus petite (Pays-Bas et Corée du Sud). Les données sont tirées en majorité des comptes nationaux et des comparaisons internationales publiés par l'OCDE ainsi que de la base de données Teleco de Rexecode. Certains chiffres proviennent également du Rapport sur le développement humain de l'ONU.

Une comparaison entre la France et six pays

La première partie de *Transversal 2004* est consacrée à la mise en perspective des performances macroéconomiques françaises. Elle propose un ensemble d'indicateurs conjoncturels et structurels regroupés en six thèmes : croissance, marché du travail, facteur capital, rôle de l'Etat, environnement extérieur et variables monétaires et financières. Pour chaque thème sont présentés un ensemble de variables macroéconomiques sous forme de graphiques et/ou de tableaux comparatifs, souvent de longue période (trente à quarante ans).

La seconde partie de cet ouvrage présente des thématiques d'actualité. Pour cette édition 2004, nous avons choisi de proposer des indicateurs sur les cinq problématiques suivantes : 1) *le montant des dépenses militaires dans le monde* en 2002, dont celles des Etats-Unis qui, à elles seules, représentent plus de 40 % des dépenses militaires totales (pp. 82-83) ; 2) *l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe de l'Est*, avec un accent mis sur la faiblesse des prix et des coûts de main d'œuvre de ces pays par rapport aux pays européens actuels (pp. 84-85) ; 3) *l'énergie et l'environnement*, avec des indicateurs d'émissions de dioxyde de carbone et de maîtrise de l'énergie (pp. 86-87) ; 4) *la comparaison du*

PIB par habitant des pays de la zone euro (exprimé en euros courants), qui place la France à la huitième place en 2002 (pp. 88-89); 5) le problème des *retraites*, avec une projection du coefficient de dépendance (population des 65 ans et plus / population des 15-64 ans) jusqu'en 2010 qui montre une accélération du vieillissement de la population dans les dix prochaines années, et une projection des dépenses de retraite par répartition dans l'Union européenne pour la période 2000-2050 (pp. 90-91).

Les tendances récentes de l'économie mondiale

L'année 2002 a été décevante. Si un début de rebond de l'économie mondiale semblait s'amorcer au cours des premiers mois, il fut suivi au deuxième semestre d'un tassement général de la conjoncture. La croissance économique des pays développés a faibli (pp. 30-31). L'économie européenne a même terminé l'année en stagnation. La France n'a pas échappé à ce mouvement.

L'accélération de la croissance américaine et la vigueur de ses gains de productivité du travail avaient suggéré il y a quelques années l'émergence d'une « nouvelle économie » caractérisée par une croissance durablement plus forte et la fin des cycles économiques. Il est vrai qu'entre 1995 et 2002, le taux de croissance annuel moyen de la productivité du travail par personne (accroissement annuel de la production nationale par personne employée) ressort à 1,9 % aux Etats-Unis, contre 0,9 % en Europe et 1,2 % au Japon (pp. 36-39). Une explication de cette avance des Etats-Unis en matière de gains de productivité est liée à l'effort d'investissement exceptionnel et à la diffusion des technologies de l'information et de la communication. A l'exception du Royaume-Uni, les pays européens sont sensiblement en retard par rapport aux Etats-Unis en matière de diffusion des TIC, de même qu'en matière de dépenses de recherche et développement (R&D) dans l'industrie et dans les services liés aux TIC (pp. 56-57).

La vigueur de l'expansion de 1998 à 2000 a entraîné une situation de surinvestissement et une surenchère financière qui ont pris des proportions sans précédent historique dans les secteurs technologiques. Après un tel boom économique et financier, le retournement de la conjoncture était inévitable. Il s'opère depuis l'automne 2000 et il n'était pas terminé à la fin de l'année 2002. De fortes corrections à la baisse des dépenses en capital ont été opérées pour réduire les surcapacités de production. Par conséquent, le taux d'investissement productif (investissement productif / PIB) a nettement baissé ces deux dernières années aux Etats-Unis et dans une moindre mesure au Japon et dans l'Union européenne (pp. 52-53). De

même, les cours boursiers ont fortement chuté partout dans le monde après l'éclatement de la bulle des NTIC (pp. 78-79).

Pour compenser ces corrections à la baisse, les gouvernements ont cherché à soutenir avec plus ou moins de succès la consommation des ménages par des réductions d'impôts et/ou des baisses de taux d'intérêt. En particulier, les Etats-Unis ont adopté un *policy-mix* très accommodant. Alors que les comptes publics américains (besoin de financement des administrations publiques) étaient excédentaires à hauteur de 1,4 % du PIB en 2000, ils affichaient un déficit de l'ordre de 3,4 % du PIB en 2002 en conséquence de la mauvaise conjoncture et des plans de relance budgétaire mis en œuvre par l'Administration Bush (pp. 62-63). Par ailleurs, la Reserve Federale a vivement baissé ses taux directeurs, ceux-ci passant de 6,5 % fin 2000 à 1,25 % fin 2002 (pp. 74-75).

La situation française

Après trois années consécutives au cours desquelles elle a été supérieure à son rythme moyen observé au cours des trente dernières années (2,2 % par an), la croissance française est repassée en-dessous de son rythme tendanciel en 2001 et en 2002. Aussi, l'écart de croissance positif entre la France et la moyenne de l'Union européenne observé depuis quelques années s'est fortement réduit en 2002 (pp. 32-33). Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par habitant en France durant la période 1986-2002 ressort à 1,6 %, soit le taux le plus faible des sept pays suivis. Rappelons que si la croissance française a été supérieure à celle de la moyenne de l'Union européenne jusqu'à la fin des années 1970 (et tout récemment de façon transitoire), les performances françaises ont été inférieures à celles de l'Europe durant les années quatre-vingt et quatre-vingt dix en raison d'une perte de compétitivité au début des années quatre-vingt puis du niveau très élevé des taux d'intérêt dans la première partie des années quatre-vingt dix.

En matière d'emploi, les comparaisons internationales montrent que le taux de chômage français est encore élevé par rapport à celui des autres pays étudiés, et cela malgré la forte décrue de la fin 1996 à la fin 2001 (pp. 48-49). Points positifs, le taux d'emploi (emploi total / population en âge de travailler) français est remonté sur la période récente (pp. 46-47), et le taux d'activité (population active totale / population en âge de travailler) poursuit son ascension amorcée à la fin des années 1980 (pp. 50-51).

Du côté du taux d'investissement des entreprises, le taux français se situe dans la moyenne des pays européens et des Etats-Unis. Le Japon affiche un taux d'invest-

tissement productif nettement plus élevé (pp. 52-53). Avec des dépenses de R&D représentant 2,2 % du PIB, la France se situe dans la moyenne européenne mais reste très en-dessous des dépenses de R&D des Etats-Unis (2,8 % du PIB) et du Japon (3,1 % du PIB) (pp. 54-55).

De tous les pays suivis, c'est la France qui détient le poids des dépenses publiques dans le PIB le plus élevé avec une part supérieure à 50 % du PIB (pp. 58-59). La part des emplois publics dans l'emploi total est également à un niveau exceptionnellement élevé en France comparativement aux autres pays européens (pp. 64-65).

On constate que la part des exportations françaises dans les exportations mondiales recule en tendance depuis une dizaine d'années, mais ce mouvement affecte tous les pays européens (pp. 68-69). Le véritable problème en matière de compétitivité de notre économie est lié à la baisse des exportations françaises dans les exportations de la zone euro.

~~*~*~*

S'il est vrai que la situation d'un pays ne peut pas se résumer à quelques indicateurs, il faut toutefois des données chiffrées pour pouvoir mener des comparaisons objectives. Tel est l'objectif de l'édition 2004 de Transversal. A travers les graphiques et tableaux comparatifs présentés ci-après, nous souhaitons éclairer et alimenter le débat public sur la position de l'économie française dans le monde.

Michel Didier

Directeur de Rexecode

Thirty Indicators to Put France in Context

Transversal 2004 is a product of the Institut de l'entreprise's Benchmarking Committee's partnership with Rexecode. It brings together a number of macroeconomic indicators with a view to comparing France's performance to that of a sample group of economies, four of which are world leaders (United States, Japan, Germany, and the United Kingdom), and two, smaller countries (the Netherlands and Korea). Data has been drawn mainly from national accounts and international comparisons published by the OECD, as well as from Rexecode's Teleco database. Some additional figures have been drawn from the United Nations' Report on Human Development.

Comparing France to six other countries

The first section of Transversal 2004 aims to put French macroeconomic performance into perspective. It presents a set of cyclical and structural indicators focusing on six topics: growth, labor market, investment, state involvement in the economy, external factors, and monetary and financial variables. For each of these topics, a number of macroeconomic variables are represented in graph and/or comparison table form, often covering the longer term (thirty to forty years).

The second section focuses on more topical issues. For this 2004 edition, we have decided to select indicators covering the five following areas: (1) military spending in the world in 2002, including figures for the United States, which alone accounts for over 40% of the world total (pp. 82-83); (2) the enlargement of the European Union to Eastern European countries, emphasizing the fact that these countries currently have low prices and labor costs as compared to present members of the Union (pp. 84-85); (3) energy and the environment, with a number of indicators measuring inter alia carbon dioxide emissions, and energy conservation (pp. 86-87); (4) a comparison of per capita GDPs for countries in the euro zone (expressed in current euro terms), which ranks France number 8 worldwide in 2002 (pp. 88-89); and (5) retirement pensions, where dependency ratio forecasts to 2010 (computing the

65 plus population as compared to the 15-64 year-old population) show that over the next ten years, population ageing is going to accelerate. This section also presents forecasts of pay-as-you-go pension expenditure in the European Union for the 2000-2050 period (pp. 90-91).

Recent Trends in the World Economy

Performance in 2002 proved disappointing. The global economy appeared to be recovering in the early months of the year, but in the second half there was a general cyclical slump. Growth in the industrialized countries faltered (pp 30-31). The European economy actually finished the year in stagnation. France was no exception.

A few years ago, accelerating growth in the United States fueled by strong labor productivity gains had pointed to the possible emergence of a "new economy" featuring sustainably stronger growth and the demise of the business cycle. And it is a fact that between 1995 and 2002, the average annual growth rate of per capita labor productivity (defined as the annual increase in national output per person employed) totaled 1.9% in the United States, as against 0.9% in Europe, and 1.2% in Japan (pp. 36-39). The United States' edge in productivity gains can be linked to exceptional capital expenditure levels, as well as to the dissemination of information and communication technologies. With the exception of the United Kingdom, European countries seem to be lagging considerably behind the United States in terms in ICT dissemination, as well as in R&D expenditure in ICT-related manufacturing and services (pp. 56-57).

Strong expansion from 1998 to 2000 led to unprecedented over-investment and financial escalation in the tech industries. A downturn proved inevitable in the wake of this economic and financial boom. It occurred as of the fall of 2000, and had yet to run its full course at the end of 2002. Capital expenditure was significantly curtailed to reduce excess capacity. As a result, productive investment rates (defined as productive investment / GDP) have dropped significantly over the last two years in the United States and, to a lesser extent, in Japan and the European Union as well (pp. 52-53). Similarly, equity markets fell worldwide after the new ICTs bubble burst (pp. 78-79).

In order to offset these downward trends, governments attempted with varying degrees of success to support consumer spending by cutting taxes and/or interest rates. The United States in particular opted for a very accommodative policy mix. The 2000 US surplus (defined with reference to government borrowing requirements) totaled 1.4% of GDP, but in 2002 it had turned into a 3.4% GDP deficit as a result of the economic downturn and the fiscal stimulus package implemented by the Bush Administration

(pp. 62-63). The Federal Reserve Board has furthermore radically reduced its prime rates, which dropped from 6.5% at the end of 2000 to 1.25% at the end of 2002 (pp. 74-75).

France

For three consecutive years, French growth trended above its average pace for the last thirty years (2.2% per year), but in 2001 and 2002 it dropped below trend average. The positive growth differential between France and the European Union average thus shrank considerably in 2002 (pp. 32-33). Furthermore, France's annual average per capita GDP growth rate, in volume terms, totaled 1.6% over the 1986-2002 period, the lowest of all seven countries under review. France's growth was stronger than the European Union average up until the end of the seventies (and very recently as well, but only for a short while), but throughout the eighties and the nineties, France's performance lagged behind that of Europe, because of a loss of competitiveness in the early eighties, followed by very high interest rates during the first half of the nineties.

In terms of employment, international comparisons show that France's unemployment rate remains high as compared to that of the other countries under review, despite the fact it dropped considerably between the end of 1996 and the end of 2001 (pp. 48-49). There have however been some positive developments, as the French employment rate (defined as total employment / working-age population) has improved recently (pp. 46-47), and labor force participation rates (total labor force / working-age population) have been trending up since the end of the eighties (pp. 50-51).

As regards corporate investment rates France seems to be performing in line with averages computed for Europe and the United States. Japan has a considerably higher productive investment rate (pp. 52-53). With R&D expenditure at 2.2% of GDP, France's performance is on par with the European average but lags considerably behind the United States (2.8% of GDP) and Japan (3.1% of GDP) (pp. 54-55).

Of all the countries under review, France ranks first in terms of public spending as a share of GDP (with a rate of over 50%) (pp. 58-59). The share of public sector employment in total employment is also exceptionally high in France as compared to the other European countries (pp. 64-65).

France's global export market share has been trending down over the last ten years or so, but this has been the case in all European countries (pp. 68-69). The real competitiveness problem of the French economy is linked to France's decreasing share within the euro zone's total export market share.

Clearly, although countries cannot be understood on the sole basis of a few indicators, objective comparisons do need to be grounded in quantitative data. Such is the goal we have set ourselves for our 2004 issue of Transversal. The graphs and tables contained in the following pages should help inform and enlighten public debate on France's economy and its place in the world.

Michel Didier

Chairman, Rexecode

Taux de croissance du PIB (en %)

La croissance

Le produit intérieur brut (PIB) peut s'estimer à partir de l'agrégation des valeurs ajoutées ou de la somme des revenus distribués. Il peut également se calculer comme l'ensemble des demandes émanant des différents agents. Le PIB est alors la somme comptable de la consommation et de l'investissement des ménages et des administrations publiques, de l'investissement des entreprises, de la variation des stocks et des exportations nettes des importations de biens et services.

Si la majorité des pays industrialisés fournissent une estimation trimestrielle de leur PIB, certains pays ne le publient qu'annuellement. Quant aux pays en développement, ceux-ci n'ont en général pas de système de comptabilité nationale.

Le PIB en volume est calculé à partir du PIB en valeur que l'on corrige de l'évolution des prix des biens et services. L'évaluation du PIB en volume permet ainsi d'éliminer la hausse des prix et mesure l'enrichissement réel du pays entre deux périodes. Le taux de croissance du PIB en volume est un indicateur économique de premier ordre pour déterminer la conjoncture économique d'un pays.

Les graphiques ci-contre présentent les taux de croissance annuels des différents pays étudiés. Le lissage sur quatre ans permet de faire apparaître une tendance et de gommer l'effet immédiat de la conjoncture. Afin d'établir des comparaisons internationales, il est nécessaire d'exprimer le PIB du pays dans une monnaie commune. En général, on l'exprime en dollar, le taux de change retenu étant celui qui garantit la parité de pouvoir d'achat entre le pays et les États-Unis.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2003.

GDP Growth Rates (%)

Estimates of a country's Gross Domestic Product (GDP) can be computed through value added summation or the summation of distributed income. GDP can also be considered as the summation of economic agents' demand. This posits GDP as the accounting summation of households' consumer spending and investment, central government spending and investment, business fixed investment, inventory change, and exports of goods and services, net of imports.

Although most industrialized countries publish GDP estimates on a quarterly basis, some countries publish GDP figures only once a year. Developing countries often do not have national accounts systems.

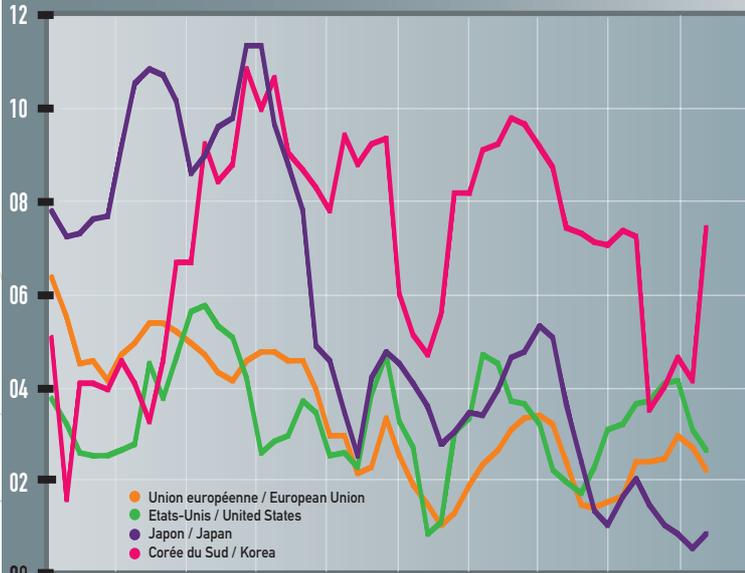
Real GDP figures are computed on the basis of nominal figures, adjusted for price developments in goods and services so as to do away with the impact of price developments and measure the actual wealth generated in the country over a given period. Real GDP growth is thus a crucial indicator of the state of any given economy.

The following graphs depict the rate at which the various economies under review have grown, on an annual basis. Smoothing by a four-year moving average highlights trends and cancels out the impact of business cycles. In order to allow for international comparisons, GDPs must be expressed in a single currency. This is usually the US dollar, and the exchange rate that which guarantees purchasing power parity between the country under review and the United States.

Source : OECD Economic Outlook, June 2003.

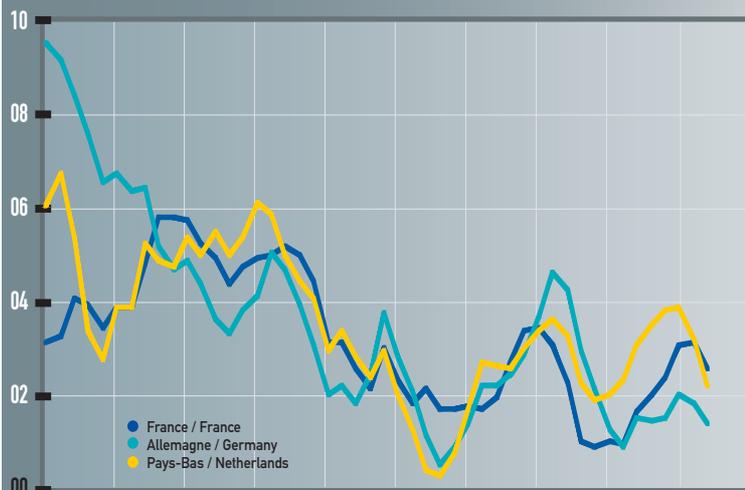
growth

Taux de croissance du PIB (%) (lissage sur 4 ans)
GDP Annual Growth Rates (%) (4-year moving averages)



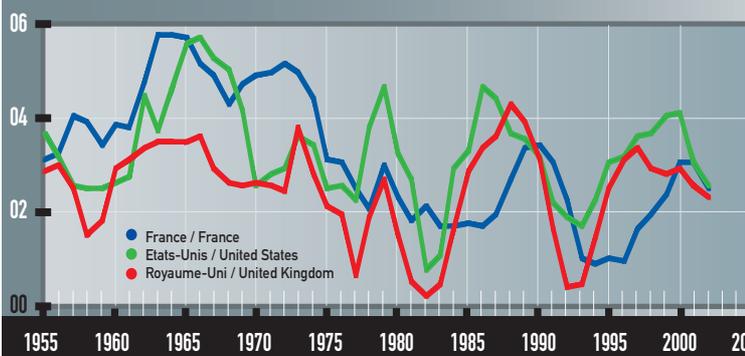
→ Depuis deux ans, la croissance a nettement ralenti aux Etats-Unis et dans l'Union européenne.

→ Over the last two years, growth has slowed down considerably both in the United States and in the European Union.



→ Le ralentissement économique généralisé depuis deux ans a particulièrement touché l'activité aux Pays-Bas.

→ The economic slowdown all countries have experienced in the last two years has been particularly striking in the Netherlands.



→ Depuis une vingtaine d'années, le rythme de croissance des Etats-Unis et du Royaume-Uni est plus dynamique que celui de la France.

→ Over the last two decades or so, growth rates have been more buoyant in the United States and the United Kingdom than in France.

Écarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne

La croissance

Les écarts de taux de croissance permettent d'apprécier la position relative des économies. La planche graphique ci-contre représente l'écart de taux de croissance (lissé sur quatre ans) de chacun des quatre pays européens avec la moyenne européenne.

Jusqu'à la fin des années 1970, la croissance française était plutôt plus élevée que la croissance européenne. Au cours des années 1980 et 1990, les performances françaises ont été légèrement inférieures à celles de l'Union européenne. Mais depuis quelques années, l'écart de croissance est redevenu favorable à la France même s'il tend à fortement se réduire en 2002.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2003.

GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union Growth Rates

Growth rate differentials help assess the relative performance of different economies. The graphs reproduced on the opposite page plot the growth rate differentials (smoothed by four-year moving averages) of each of the four European countries under review as compared to the European average.

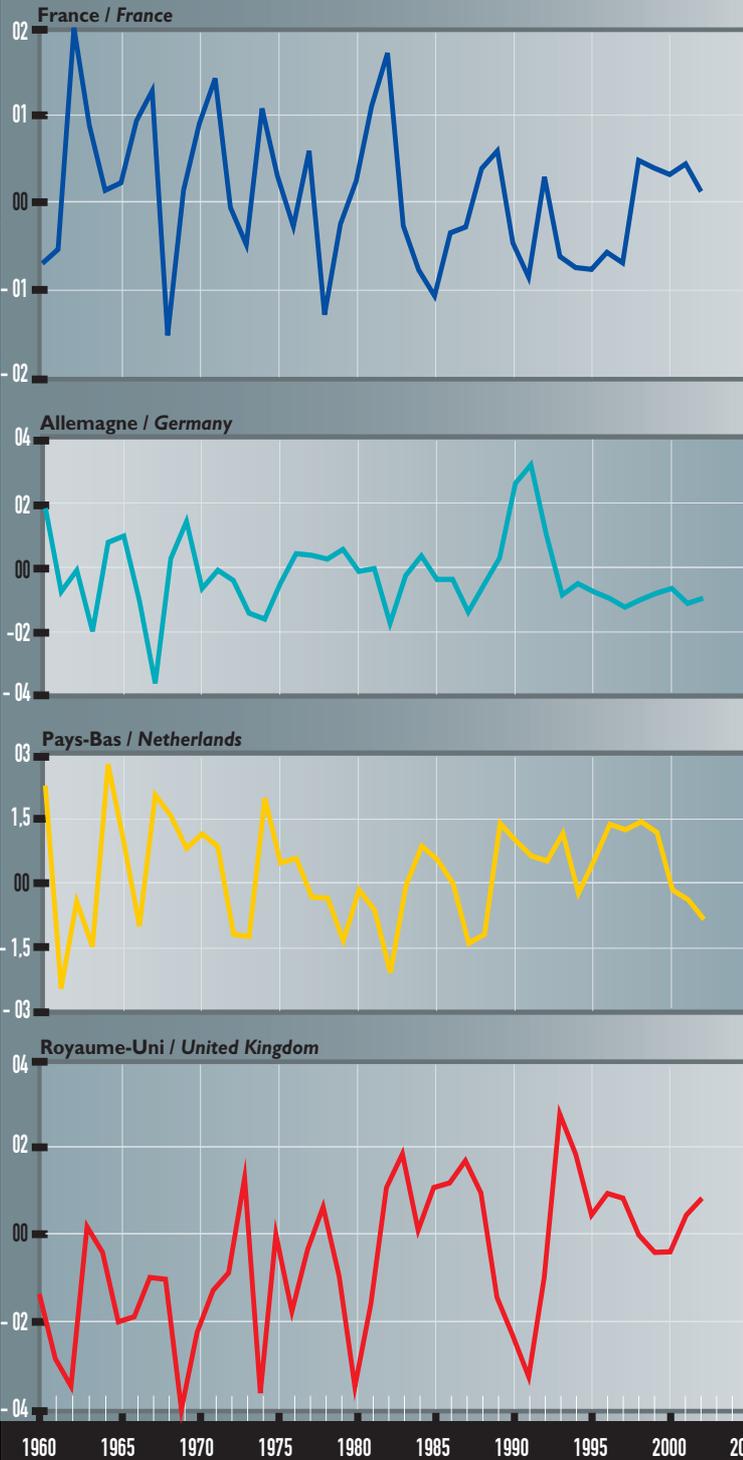
Up until the end of the seventies, France somewhat outperformed the European average. In the eighties and the nineties, its performance was slightly below this average. Over the last few years, the growth rate differential has turned positive once again, although data for 2002 indicates that it has once again dropped significantly.

Source : OECD Economic Outlook, June 2003.

growth

Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne
 GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union Growth Rates

Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'UE (%)
 (lissage sur 4 ans)
 Domestic GDP Growth Rate Differentials as Compared to the EU (%)
 (4-year moving averages)



→ C'est la croissance française qui est la plus proche de la croissance de l'Union européenne.

→ France's growth performance most closely shadows that of the European Union.

→ La croissance allemande est systématiquement inférieure à celle de l'Union européenne depuis une dizaine d'années.

→ Over the last decade, growth in Germany has been systematically lower than that of the European Union.

→ A partir de 2000, la croissance des Pays-Bas est en repli par rapport à celle de l'Union européenne.

→ Since 2000, growth in the Netherlands has dropped below the EU average.

→ Le Royaume-Uni connaît les écarts de croissance les plus importants, son économie étant nettement plus corrélée avec celle des États-Unis que celle de l'Europe.

→ The United Kingdom's growth differentials with the European Union are the largest, as its economy correlates much more significantly with the United States' than with Europe's.

Taux de croissance du PIB par habitant (en %)

La croissance

Le produit intérieur brut (en volume) par habitant est un indicateur de niveau de vie d'une économie donnée. Le taux de croissance du PIB par tête décrit alors la variation annuelle du niveau de vie par tête.

A partir du PIB par habitant, d'autres indicateurs de niveau de vie plus sophistiqués ont été proposés. Ainsi, l'ONU a développé un indicateur de développement humain (IDH) qui est présenté dans la fiche « indicateurs démographiques et de développement ».

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2003.

Per Capita GDP Growth (%)

Per capita real GDP is an indicator of living standards within a given economy. Per capita GDP growth rates thus describe year-on-year variations in per capita living standards.

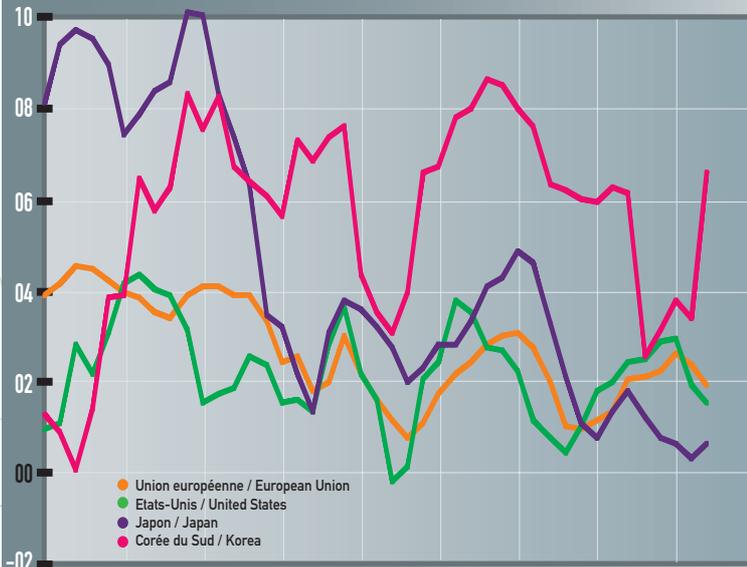
A number of more sophisticated living standards indicators have been developed on the basis of per capita GDP. The UN has thus designed a Human Development Index (HDI), described below under "Population and Development Indicators".

Source : OECD Economic Outlook, June 2003.

growth

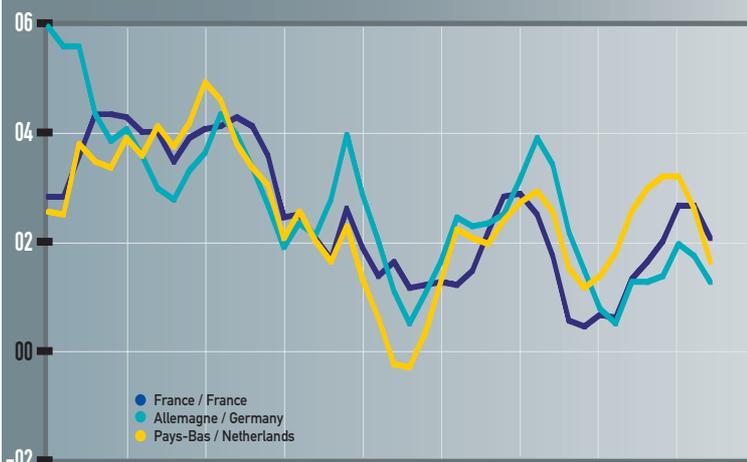
Taux de croissance du PIB par habitant
Per Capita GDP Growth

Taux de croissance du PIB par habitant (%) (lissage sur 4 ans)
Per Capita GDP Growth Rates (%) (4-year moving averages)



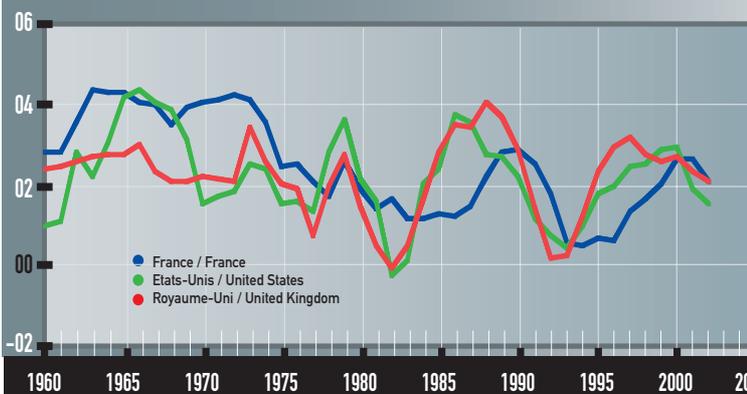
→ L'accroissement du PIB par habitant ralentit au Japon depuis quelques années.

→ Over the last few years, per capita GDP growth in Japan has slowed.



→ Alors que l'Allemagne était plus dynamique que la France entre 1975 et 1995, la France est repassée en tête depuis.

→ The German economy proved more buoyant than France from 1975 to 1995, but since then France has once again taken the lead.



→ Depuis deux ans, les rythmes de progression des niveaux de vie américain, britannique et français sont redevenus très proches.

→ Over the last two years, living standards in the United States, the United Kingdom, and France have once again been increasing at very similar rates.